

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2014



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -85,56 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2014 s'élève à -85,56 Md€ contre -74,93 Md€ à fin décembre 2013 à périmètre constant. Cette variation s'explique, au niveau du budget général,

par la baisse des recettes (-6,07 Md€), la hausse des dépenses (+4,12 Md€) et par la variation du solde des comptes spéciaux (-0,43 Md€).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 302,88 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,60 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,18 Md€) ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,91 Md€ dont 0,87 Md€ dédié au programme « Recherches scientifiques et technologies pluridisciplinaires » et 0,79 Md€ au titre du programme « Ecosystèmes d'excellence » ;

✓ Mission **Défense** : 2,91 Md€ dont 2,01 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2014 s'élèvent à 302,88 Md€ contre 298,76 Md€ à fin décembre 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte essentiellement des hausses des dépenses d'investissement, d'intervention et d'opérations financières (respectivement +1,15 Md€, +3,80 Md€ et +3,04 Md€ notamment en raison des nouvelles dépenses d'investissement d'avenir) ainsi que de l'augmentation des dépenses de personnel (+1,34

✓ Mission **Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,80 Md€ dont 1 Md€ pour le programme « Innovation pour la transition écologique et énergétique » et 0,63 Md€ pour le programme « Infrastructures et services de transport » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,12 Md€ dont 1,03 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » et 0,97 Md€ au titre du programme « Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales » ;

✓ Mission **Economie** : 2,07 Md€ dont 0,61 Md€ au titre du programme « Innovation » et 0,57 Md€ au titre du programme « Economie numérique ».

Md€). Ces évolutions sont compensées partiellement par la baisse des dépenses de fonctionnement (-3,47 Md€ notamment dus aux opérations exceptionnelles en 2013 d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement et de versement de la 2nde dotation au Mécanisme européen de stabilité) et celle des charges de la dette de l'Etat (-1,73 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 217,20 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 13,48 Md€ (essentiellement dus à l'encaissement du 4^{ème} acompte au 15 décembre) ;

TVA : 11,37 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 3,31 Md€ ;

Dividendes et recettes assimilées : 2,55 Md€ (dividendes Banque de France et EDF notamment) ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,14 Md€ dont 0,96 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,67 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,70 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 274,33 Md€

Elles s'élevaient à 284,06 Md€ à périmètre constant à fin décembre 2013, soit une baisse de 9,72 Md€. Cet écart s'explique particulièrement par la diminution des recettes nettes d'IS (-11,83 Md€) en raison des effets conjugués de la baisse des recettes brutes et de la hausse des remboursements et dégrèvements qui s'explique en particulier, par l'entrée en vigueur du crédit d'impôt en faveur de

la compétitivité et de l'emploi (CICE). Néanmoins, les recettes nettes d'IR et de TVA sont en hausse, respectivement de 2,24 Md€ et de 2,05 Md€. On note également une progression des recettes d'enregistrement, timbre et autres contributions indirectes de 0,84 Md€ due notamment à l'augmentation des mutations à titre gratuit entre vifs (+0,35 Md€) et par décès (+0,34 Md€).

Recettes non fiscales : 13,95 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2014 s'élèvent à 13,95 Md€ contre 13,71 Md€ à fin décembre 2013 à périmètre constant. Cette variation s'explique surtout par l'augmentation des

recettes diverses (particulièrement l'encaissement en 2014 de prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -74,77 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -74,77 Md€ à fin décembre 2014 contre -78,02 Md€ à fin décembre 2013. Cette variation s'explique par les baisses, par rapport à l'an passé,

des prélèvements au profit de l'Union européenne pour 2,11 Md€ et de ceux au profit des collectivités territoriales pour 1,14 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 0,13 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,01 Md€ et des recettes pour 9,80 Md€ (notamment en raison des échéances de cotisation foncière des entreprises et d'impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux au 15 décembre). Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » laisse apparaître des dépenses de 3,60 Md€ correspondant essentiellement à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune et des recettes pour 6,92 Md€ principalement au

titre du remboursement de ces avances. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche 2,11 Md€ de dépenses correspondant notamment au versement de dotations dans le cadre du programme d'investissements d'avenir ainsi qu'à un achat de titres AREVA. Les recettes du compte s'élèvent à 1,80 Md€ et correspondent principalement à des abondement du budget général. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » enregistre 1,09 Md€ de dépenses relatives aux versements d'avances à l'ACOSS et 1,04 Md€ de recettes de TVA affectées aux organismes sociaux.

Au 31 décembre 2014, le solde des comptes spéciaux (hors FMI) s'établit à 0,13 Md€ contre 0,56 Md€ en décembre 2013. Cet écart s'explique notamment par la baisse du solde des comptes d'affectation spéciale (-0,39 Md€).

Dette financière de l'Etat au 31 décembre : 1 531,74 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 129,01 Md€) et les BTF (émissions nettes de

1,44 Md€). Le montant des BTAN a diminué de 60,75 Md€ au cours de l'exercice.



👉 Programme d'investissement d'avenir 2014

La loi de finances 2014 a ouvert environ 12 Md€ de crédit afin de permettre la mise en œuvre du nouveau programme d'investissements d'avenir (PIA). Ce nouveau PIA s'inscrit dans le prolongement direct du PIA 2010. Les objectifs principaux de ces programmes d'investissements sont le renforcement de la compétitivité, la création d'emplois et le développement durable.

Ainsi, 14 programmes, au sein de 9 missions, ont été créés pour la seule année 2014 (13 au budget général et 1 aux comptes spéciaux). Les crédits ont été versés sous plusieurs formes : subventions, prêts, prises de

participation, avances remboursables et dotations non consommables (générant des intérêts pour les bénéficiaires).

Les organismes chargés de la mise en œuvre des investissements ont l'obligation de déposer sur le compte du Trésor, les sommes qui leur sont allouées par l'Etat, jusqu'au paiement effectif des dépenses correspondantes.

Au 31/12/2014, les dépenses d'investissements d'avenir s'élèvent à 11,89 Md€ et sont réparties selon le tableau ci-dessous.

Exécution du PIA 2014 par missions et programmes

Missions	Programmes	Total (en Md€)
Écologie, développement et mobilité durables	Innovation pour la transition écologique et énergétique	0,83
	Projets industriels pour la transition écologique et énergétique	0,47
	Villes et territoires durables	0,27
Economie	Projets industriels	0,42
	Innovation	0,85
	Economie numérique	0,57
Recherche et enseignement supérieur	Ecosystèmes d'excellence	3,99
	Recherche dans le domaine de l'aéronautique	1,01
Travail et emploi	Formation et mutations économiques	0,13
Enseignement scolaire	Internats de la réussite	0,14
Sport, jeunesse et vie associative	Projets innovants en faveur de la jeunesse	0,08
Direction de l'action du Gouvernement	Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action	0,13
Défense	Excellence technologique des industries de défense	2,00
CCF Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	Prêts aux petites et moyennes entreprises	1,00
	TOTAL	11,89



	Mois	Cumul à fin décembre		Renvoi Page	
	Décembre	2014	2013 retraité 2013 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	5 279	-85 556	-74 931	-74 868	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	28 930	302 883	298 762	298 648	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	30 300	217 197	223 270	223 219	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	3 310	69 224	66 982	66 982	
- IS *	13 475	35 328	47 157	47 157	
- TVA	11 368	138 352	136 299	136 256	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	3 909	130	561	561	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-13	94 051			18
Dette financière de l'Etat	-8 612	1 531 740			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	990	989	989
Dépenses de personnel	10 242	120 765	119 422	119 597
Dépenses de fonctionnement	6 695	52 763	56 237	56 004
Charges de la dette de l'Etat	661	43 159	44 886	44 886
Dépenses d'investissement	876	11 123	9 974	9 974
Dépenses d'intervention	9 597	69 560	65 765	65 709
Dépenses d'opérations financières	859	4 523	1 488	1 488
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	28 930	302 883	298 762	298 648
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	30 343	274 332	284 055	284 005
Recettes non fiscales	4 496	13 949	13 713	13 713
Prélèvements sur recettes	-5 369	-74 774	-78 020	-78 021
Fonds de concours	830	3 690	3 522	3 522
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	30 300	217 197	223 270	223 219
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	35 669	291 971	301 290	301 240
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	1 369	-85 686	-75 492	-75 429
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 372	192	584	584
Solde des comptes de concours financiers	4 992	-320	-209	-209
Solde des comptes de commerce	296	186	137	137
Solde des comptes d'opérations monétaires	-702	-819	-383	-383
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	3 909	130	561	561
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	5 279	-85 556	-74 931	-74 868



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 242	120 765	119 422	119 597
Rémunérations d'activité	6 070	69 254	68 976	69 049
Cotisations et contributions sociales	4 123	50 750	49 674	49 777
Prestations sociales et allocations diverses	49	762	771	771
AUTRES TITRES	18 688	182 117	179 340	179 052
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	990	989	989
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 695	52 763	56 237	56 004
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 837	26 833	30 074	29 868
Subventions pour charges de service public	1 858	25 930	26 163	26 136
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	661	43 159	44 886	44 886
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	661	43 159	44 886	44 886
Titre 5 - Dépenses d'investissement	876	11 123	9 974	9 974
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	813	9 797	8 503	8 503
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	64	1 326	1 472	1 472
Titre 6 - Dépenses d'intervention	9 597	69 560	65 765	65 709
Transferts aux ménages	3 780	26 558	25 751	25 706
Transferts aux entreprises	2 295	13 280	10 926	10 955
Transferts aux collectivités territoriales	989	6 401	7 451	7 454
Transferts aux autres collectivités	2 420	23 192	21 514	21 470
Appels en garantie	113	129	124	124
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	859	4 523	1 488	1 488
Prêts et avances	410	558	219	219
Dotations en fonds propres	288	3 845	662	662
Dépenses de participations financières	161	119	607	607
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	28 930	302 883	298 762	298 648



Mois de décembre	Cumul à fin décembre 2014		Cumul à fin décembre 2013 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	123	171	2 765	2 782	2 987
Action de la France en Europe et dans le monde	88	123	1 719	1 735	1 922
Diplomatie culturelle et d'influence	14	21	691	692	716
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	27	355	355	349
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	273	336	2 881	2 713	2 614
Administration territoriale	163	191	1 755	1 746	1 753
Vie politique, culturelle et associative	16	71	280	279	151
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	94	74	845	688	710
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	713	863	3 492	3 616	3 315
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	584	661	1 908	2 073	1 782
Forêt	5	36	306	298	296
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	57	85	516	512	505
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	67	79	761	733	732
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	1 547	287	3 721	2 753	2 967
Aide économique et financière au développement	1 516	84	2 002	1 034	1 094
Solidarité à l'égard des pays en développement	31	203	1 719	1 719	1 873
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	13	589	2 924	2 946	3 013
Liens entre la Nation et son armée	8	15	112	116	113
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	569	2 716	2 733	2 802
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	5	96	96	98
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	52	57	613	617	610
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	34	35	367	370	364
Conseil économique, social et environnemental	1	1	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	21	205	206	206
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CULTURE	191	312	2 503	2 555	2 622
Patrimoines	58	125	716	727	800
Création	43	72	733	766	762
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	89	116	1 054	1 062	1 060
DEFENSE	4 037	2 913	42 050	39 871	38 968
Environnement et prospective de la politique de défense	164	183	1 903	1 868	1 859
Préparation et emploi des forces	2 252	2 011	23 536	23 404	23 828
Soutien de la politique de la défense	507	290	3 081	2 927	2 861
Equipement des forces	865	179	11 529	9 672	10 420
Excellence technologique des industries de défense (1)	250	250	2 000	2 000	0
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	172	253	1 161	1 227	1 131
Coordination du travail gouvernemental	41	66	467	480	498
Protection des droits et libertés	-19	12	58	87	87
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	24	50	510	534	546
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	126	126	126	126	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)	2 381	2 795	11 316	11 591	10 282
Infrastructures et services de transports	292	632	4 562	5 072	5 134
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	2	31	189	186	182
Météorologie	0	0	199	199	211
Paysages, eau et biodiversité	3	8	231	243	245
Information géographique et cartographique	0	0	95	95	94
Prévention des risques	40	37	242	226	242
Energie, climat et après-mines	1	4	541	547	664
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	249	287	3 683	3 450	3 509
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	1 000	1 000	830	830	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	470	470	470	470	0
Ville et territoires durables (1)	324	324	274	274	0



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2014		Cumul à fin décembre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	1 712	2 070	3 646	3 798	2 459
Développement des entreprises et du tourisme	158	176	881	1 032	1 511
Statistiques et études économiques	33	40	457	459	459
Stratégie économique et fiscale	315	318	470	470	489
Projets industriels (1)	30	360	420	420	0
Innovation (1)	612	612	852	852	0
Economie numérique (1)	565	565	565	565	0
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE	393	738	7 567	7 615	7 613
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	118	230	1 470	1 469	1 398
Aide à l'accès au logement	70	428	5 193	5 193	5 161
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	190	54	470	514	589
Politique de la ville	15	26	435	439	466
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	772	778	43 834	47 095	53 896
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	661	661	43 159	43 159	44 886
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	110	113	120	120	115
Epargne	0	3	385	385	576
Majoration de rentes	0	0	169	169	179
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	3 262	6 523
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	1 617
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 336	5 604	65 277	65 111	63 436
Enseignement scolaire public du premier degré	1 600	1 604	19 383	19 383	18 741
Enseignement scolaire public du second degré	2 574	2 580	30 511	30 511	29 881
Vie de l'élève	226	360	4 511	4 449	4 253
Enseignement privé du premier et du second degrés	529	542	7 113	7 113	7 085
Soutien de la politique de l'éducation nationale	178	209	2 269	2 164	2 148
Internats de la réussite (1)	138	138	138	138	0
Enseignement technique agricole	91	171	1 353	1 354	1 329
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	852	986	11 215	11 263	11 394
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	657	685	8 288	8 276	8 349
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	21	30	177	178	201
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	47	80	836	878	873
Facilitation et sécurisation des échanges	108	127	1 601	1 577	1 598
Entretien des bâtiments de l'Etat	20	31	145	157	170
Fonction publique	-1	34	168	197	203
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	122	188	712	727	705
Immigration et asile	110	172	661	676	630
Intégration et accès à la nationalité française	12	15	51	52	75
JUSTICE	642	763	7 385	7 661	7 661
Justice judiciaire	295	286	2 993	3 054	3 060
Administration pénitentiaire	228	328	2 940	3 171	3 130
Protection judiciaire de la jeunesse	56	77	759	758	766
Accès au droit et à la justice	34	47	382	382	398
Conduite et pilotage de la politique de la justice	28	25	309	293	304
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	131	116	840	789	952
Presse	56	53	252	255	267
Livre et industries culturelles	65	23	304	251	259
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	11	30	133	133	278
Action audiovisuelle extérieure	0	11	151	151	148



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2014		Cumul à fin décembre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	143	166	2 050	2 038	2 104
Emploi outre-mer	27	86	1 383	1 371	1 453
Conditions de vie outre-mer	115	80	667	667	651
POLITIQUE DES TERRITOIRES	52	39	241	306	307
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	52	26	209	251	248
Interventions territoriales de l'Etat	0	13	32	55	58
POUVOIRS PUBLICS	0	0	990	990	989
Présidence de la République	0	0	102	102	101
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 351	2 913	30 692	30 554	25 792
Formations supérieures et recherche universitaire	149	212	12 664	12 743	12 788
Vie étudiante	39	201	2 463	2 451	2 329
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	3	870	4 961	4 720	4 908
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	180	1 261	1 261	1 273
Recherche spatiale	0	138	1 356	1 346	1 398
Ecosystèmes d'excellence (1)	787	787	3 987	3 987	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	279	450	1 589	1 608	1 499
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	0	0	1 009	1 009	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	64	18	916	942	1 003
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	61	61	177
Recherche culturelle et culture scientifique	6	30	109	111	111
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	28	316	316	304
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	95	200	6 506	6 506	6 438
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	95	137	4 129	4 129	4 109
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	64	820	820	840
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	0	1 557	1 557	1 490
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	305	320	2 776	2 738	2 727
Concours financiers aux communes et groupements de communes	181	137	815	759	767
Concours financiers aux départements	50	50	481	478	482
Concours financiers aux régions	0	65	983	983	922
Concours spécifiques et administration	74	68	496	517	556
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 255	7 262	96 127	96 131	86 215
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 867	6 875	84 626	84 629	74 570
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	388	388	11 502	11 502	11 645
SANTE	261	292	1 391	1 390	1 389
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	62	92	631	630	645
Protection maladie	199	200	760	760	744
SECURITES (3)	1 543	1 814	17 978	18 096	17 947
Police nationale	850	950	9 430	9 467	9 340
Gendarmerie nationale	646	777	8 013	8 077	8 046
Sécurité et éducation routières	13	21	125	126	127
Sécurité civile (3)(4)	35	66	409	427	433



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2014		Cumul à fin décembre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE (2)	0	0	0	0	0
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0	0
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	1 177	2 121	14 381	14 323	13 427
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	388	971	1 022	1 010	404
Actions en faveur des familles vulnérables	10	28	248	248	245
Handicap et dépendance	703	1 025	11 529	11 530	11 249
Egalité entre les femmes et les hommes	1	3	23	23	23
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	74	94	1 559	1 512	1 505
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	114	116	531	535	499
Sport	12	8	236	242	255
Jeunesse et vie associative	18	24	211	209	245
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	84	84	84	84	0
TRAVAIL ET EMPLOI	1 027	1 131	11 649	10 674	10 519
Accès et retour à l'emploi	732	533	7 981	7 194	5 965
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	230	509	2 744	2 553	3 709
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	16	61	60	66
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	66	73	737	741	778
Formation et mutations économiques (1)	0	0	126	126	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	32 785	36 193	399 213	399 013	384 977
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	25 530	28 930	303 086	302 883	298 762

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	3 516	75 389	72 519	72 519
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	-650	2 795	4 287	4 287
Impôt sur les sociétés (C)	14 895	58 436	61 914	61 914
Impôt sur les sociétés	14 657	57 304	60 625	60 625
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	237	1 133	1 289	1 289
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	811	13 569	13 992	13 992
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	63	660	604	604
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	127	3 485	4 329	4 329
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	91	150	150
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	3	1	1
Impôt de solidarité sur la fortune	104	5 198	4 390	4 390
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	34	88	88
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	74	104	104
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	3	121	73	73
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	19	25	25
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	6	35	28	28
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	77	70	70
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	7	12	12
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	2	7	9	9
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	9	81	81	81
Recettes diverses	486	3 676	4 028	4 028
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 317	13 235	13 762	13 759
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 580	187 931	185 531	185 488
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 136	19 107	18 265	18 260
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	83	418	497	497
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	147	149	149
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	9	13	13
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	187	1 462	1 116	1 116



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	957	8 870	8 534	8 534
Contribution de sécurité immobilière	46	549	547	547
Autres conventions et actes civils	45	499	462	462
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	359	347	347
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès (1)	8	119	116	116
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	17	175	152	152
Timbre unique	15	219	209	209
Taxe sur les véhicules de société	150	150	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	58	323	350	350
Autres droits et recettes accessoires	0	5	4	4
Amendes et confiscations	15	48	127	127
Taxe générale sur les activités polluantes	12	344	381	381
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	29	29	29
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	14	170	171	171
Autres droits et recettes à différents titres	1	6	14	14
Taxe sur les achats de viande	0	0	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	3	49	50	50
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	51	51	51
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	27	28	28
Taxe de l'aviation civile	8	76	94	94
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	30	28	28
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	217	2 077	1 909	1 909
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	33	689	708	708
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	78	452	434	434
Prélèvements sur les paris sportifs	27	186	148	148
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	8	61	69	64
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	7	88	88
Taxe sur les transactions financières	72	771	706	706
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	5	8	9	9
Autres taxes	25	143	146	146
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	37 606	370 462	370 270	370 220
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	30 343	274 332	284 055	284 005

(1) changement de libellé en 2014



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	2 549	6 275	6 286	6 286
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 300	1 876	1 556	1 556
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	212	332	510	510
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	1 037	4 067	4 221	4 221
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	119	1 905	1 827	1 827
Revenus du domaine public non militaire	16	206	238	238
Autres revenus du domaine public	4	204	104	104
Revenus du domaine privé	6	47	46	46
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	7	291	263	263
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	56	1 078	1 093	1 093
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	30	66	69	69
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	14	13	13
Produits de la vente de biens et services (C)	163	1 081	1 098	1 098
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	119	502	479	479
Autres frais d'assiette et de recouvrement	37	494	481	481
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	57	66	66
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	13	57	57
Autres recettes diverses	7	15	15	15
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	123	439	498	498
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	41	161	229	229
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	2	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	23	39	38	38
Intérêts des autres prêts et avances	28	59	73	73
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	18	139	113	113
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	9	9
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	14	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	6	24	22	22



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	509	1 091	1 086	1 086
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	415	415	447	447
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	9	113	276	276
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	48	19	19
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	5	14	12	12
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	76	477	310	310
Frais de poursuite	1	11	13	13
Frais de justice et d'instance	1	10	7	7
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	3	2	2
Divers (F)	1 031	3 158	2 917	2 917
Reversements de Natixis	60	60	61	61
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	725	725	840	840
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	733	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	11	130	325	325
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	17	180	155	155
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	9	10	10
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	40	40
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	82	74	74
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	9	8	8
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	10	10	10
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	4	49	44	44
Recouvrements après admission en non-valeur	22	171	179	179
Divers versements de l'Union européenne	0	23	39	39
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	20	63	63
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	20	30	30
Recettes diverses en provenance de l'étranger	1	3	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	1	3	3	3
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	16	220	237	237
Produits divers	117	347	189	189
Autres produits divers	50	357	603	603
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	4 496	13 949	13 713	13 713



	Mois	Cumul à fin décembre			
		Décembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 666	-54 426	-55 564	-55 565	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 967	-40 117	-41 502	-41 503	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-7	-21	-21	-21	
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	7	-20	-22	-22	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-183	-5 911	-5 575	-5 575	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-60	-1 789	-1 862	-1 862	
Dotations élu local	0	-65	-65	-65	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-39	-36	-36	
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0	
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-501	-499	-499	
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326	
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661	
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0	
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-3	-2	-2	
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3	
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0	
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	-3	-69	-69	
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-280	-3 325	-3 325	-3 325	
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-19	-736	-813	-813	
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-138	-505	-407	-407	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-11	-292	-368	-368	
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0	
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	-1	-2	-2	
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	-2	-2	
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3	
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-7	-83	0	0	
Dotations exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	0	-22	0	0	
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 702	-20 347	-22 456	-22 456	
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 369	-74 774	-78 020	-78 021	
Fonds de concours					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	772	3 422	3 151	3 151	
Fonds de concours - coopération internationale	58	267	370	370	
TOTAL FONDS DE CONCOURS	830	3 690	3 522	3 522	

(1) changement de libellé en 2014
(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Mois de décembre		Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	8 894	7 522	67 466	70 887	67 658	71 471	192	584
Aides à l'acquisition de véhicules propres	21	25	194	282	335	277	141	-5
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	511	83	1 333	1 315	1 316	1 383	-17	68
Développement agricole et rural	4	2	132	107	117	121	-15	14
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	27	31	251	348	376	374	126	27
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	481	-6	785	814	678	676	-107	-138
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	160	62	576	570	533	406	-43	-164
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	16	0	16	1 066	16	0	0	-1 066
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	501	599	399	1 006	-102	407
Participations financières de l'Etat	2 109	1 804	7 286	9 872	6 868	11 092	-418	1 220
Pensions	5 476	5 521	56 279	55 602	56 912	55 812	633	210
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	90	0	114	312	109	325	-5	13
Comptes de concours financiers	13 866	18 858	118 528	110 942	118 209	110 733	-320	-209
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3 603	6 922	7 022	6 634	7 007	6 769	-16	135
Avances à l'audiovisuel public	296	950	3 551	3 448	3 552	3 448	1	1
Avances aux collectivités territoriales	8 008	9 797	93 649	91 072	94 462	90 697	813	-375
Avances aux organismes de sécurité sociale	1 093	1 044	12 632	9 214	12 592	9 220	-40	5
Prêts à des Etats étrangers	163	143	556	541	580	593	24	51
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	703	0	1 117	33	15	6	-1 102	-27
Comptes de commerce	913	1 209	49 142	50 799	49 328	50 936	186	137
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	81	6	692	768	725	815	32	47
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	16	160	163	159	160	-1	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	652	364	2 079	2 150	2 079	2 150	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	97	66	644	606	634	596	-10	-10
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	59	749	45 502	46 901	45 635	47 109	134	208
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)	0	0	0	129	0	0	0	-129
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	3	9	8	9	6	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	5	4	40	45	67	71	27	26
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	4	4	21	28	21	26	0	-2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	1	1	0	0	-1	-1
Comptes d'opérations monétaires	1 098	396	3 273	2 278	2 454	1 895	-819	-383
Emission des monnaies métalliques	45	32	168	192	235	249	67	58
Opérations avec le Fonds Monétaire International	1 048	352	3 090	2 062	2 200	1 630	-890	-433
Pertes et bénéfices de change	5	12	15	24	19	16	4	-8
TOTAL COMPTES SPECIAUX	24 771	27 984	238 410	234 907	237 649	235 035	-760	128
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	23 722	27 631	235 319	232 844	235 449	233 405	130	561

(1) mission supprimée en 2014



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2014
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	465	137	602
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	1	1	2
	Autres organismes à caractère financier	223	32	255
	Total organismes à caractère financier	701	170	870
	CEPL			
	Régions	1 204	-278	926
	Départements	4 702	-78	4 624
	Communes	18 791	-318	18 472
	HLM	372	-11	360
	Autres CEPL	19 355	93	19 448
	Total CEPL	44 424	-592	43 831
	Hôpitaux	4 475	-188	4 287
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 308	438	9 746
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	1 514	3 868
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 420	453	2 873
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	-40	763
	Total établissements publics nationaux	14 886	2 365	17 251
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	11 953	-1 164	10 788	
Communautés européennes	166	1 740	1 906	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	69	-23	46	
GIP	433	145	577	
EPLÉ	1 802	129	1 931	
Autres correspondants	12 122	42	12 164	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-53	21	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 500	239	14 739	
Total Dépôts de fonds du Trésor	91 103	2 569	93 672	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	781	-443	339
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	3 482	-3 441	41
	Intérêts courus sur comptes à terme	2	-2	0
	Total Comptes à terme	4 265	-3 886	379
Total Passif (A)		95 368	-1 317	94 051
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		1	-1	0
Total Actif (B)		2	-1	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		95 367	-1 316	94 051



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2014
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 457 220	69 706	1 526 925
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	129 012	1 195 953
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	114 503	1 019 548
- <i>taux variable</i>	142 776	14 393	157 169
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-60 749	155 688
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-61 204	143 437
- <i>taux variable</i>	11 284	436	11 720
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	1 442	175 285
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	0	0	0
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
Autres emprunts (C)	5 078	-263	4 815
TOTAL (A+B+C)	1 462 298	69 442	1 531 740



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.